

Bureau Veritas Exploitation SAS

DIJON
16 boulevard Winston Churchill
BP 76625
21066 DIJON Cedex France
Téléphone : 03 80 72 94 50
Mail : fereidoun.entezam@fr.bureauveritas.com

A l'attention de DEMANGE Alain

CENTRE HOSPITALIER DE JURY
BP 75088
57038 METZ CEDEX

Pré-Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante pour l'établissement du constat établi à l'occasion d'une vente d'un immeuble bâti

Article R1334-15 du Code la santé Publique, Norme NF X 46-020 du 5 aout 2017



Dates de la visite : 05/09/2017

Coordonnées du site :

Nom du site : 6 VILLAS HABITATION
Latitude : 6.20787
Longitude : 49.109158

Immeuble bâti objet du repérage :

VILLA D'HABITATION 1
1 IMPASSE DE LA FORÊT
57 METZ

Numéro d'affaire : 7075931

Référence du rapport : 7075931/S1.1.2.rev2.R

Annule et remplace : 7075931/S1.1.2.R en date du 27/12/2017, il vous appartient de détruire l'ancienne version en votre possession.

Rédigé le : 05/01/2018

Opérateur de repérage : Fereidoun ENTEZAM

Date de la commande : 05/09/2017

Certification de compétence : Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par BUREAU VERITAS CERTIFICATION BUREAU VERITAS CERTIFICATION Certificat n° N°8020164



	Date de début de validité	Date de fin de validité
Amiante sans mention	14/03/2017	20/05/2018
Amiante avec mention	19/05/2017	20/05/2018

Ce rapport contient **26** pages y compris les annexes et ne peut être reproduit qu'intégralement .

Signature :

SOMMAIRE

1. CONCLUSIONS.....	3
1.1. Matériaux et produits contenant de l'amiante.....	3
1.2. Investigation(s) approfondie(s) devant être réalisée(s) par le donneur d'ordre.....	3
1.3. Moyens d'accès à mettre en place par le donneur d'ordre.....	3
1.4. Obligation d'information.....	3
1.5. Recommandations réglementaires pour les produits et matériaux de la liste B.....	4
1.6. Eléments d'information.....	4
2. INFORMATIONS GENERALES.....	5
2.1. Immeuble bâti objet de la mission.....	5
2.2. Intervenants.....	5
2.3. Opérateur(s) de repérage.....	5
2.4. Laboratoire(s).....	5
3. DESCRIPTION DE LA MISSION DE REPERAGE.....	6
3.1. Textes réglementaires.....	6
3.2. Programme de repérage.....	6
3.3. Méthodologie de la mission.....	7
3.4. Limites de la mission.....	7
4. CONDITIONS DE REALISATION DU REPERAGE.....	9
4.1. Documents remis par le donneur d'ordre ou disponibles lors de la visite.....	9
4.2. Conditions de visite.....	9
5. RESULTATS DETAILLES DU REPERAGE.....	10
6. ANNEXES.....	11
6.1. Parties d'immeuble bâti visitées.....	11
6.2. Croquis de repérage.....	12
6.3. Photos.....	17
6.4. Grilles d'évaluation de l'état de conservation des matériaux de la liste B.....	18
6.5. Attestation d'assurance.....	19
6.6. Attestation sur l'honneur.....	21
6.7. Certificat de compétence.....	22
6.8. Rapports d'essais de laboratoire.....	24

1. CONCLUSIONS

L'opérateur de repérage n'ayant pu mener à son terme la mission décrite en tête de rapport, le donneur d'ordre doit faire réaliser des investigations approfondies et/ou mettre en œuvre des moyens d'accès spécifiques.

Les obligations réglementaires prévues à l'article R 1334-15 du Code de la Santé Publique ne sont pas remplies.

Dans le cadre de la mission objet du présent pré-rapport, il a été repéré de matériaux et produits contenant de l'amiante.

1.1. Matériaux et produits contenant de l'amiante

Matériaux ou produits de la liste B contenant de l'amiante				
Localisation	Composant	Matériau ou produit	Description	Résultat de l'évaluation de l'état de conservation
SOUS-SOL / Dégagement	Revêtement de sol	Dalle de sol	bitumineuse, cassante, gris(e), Dalle de sol de couleur gris clair	EP
SOUS-SOL / Pièce5	Revêtement de sol	Dalle de sol	cassante, gris(e), Dalle de sol gris cassante	/
SOUS-SOL / Pièce6	Revêtement de sol	Dalle de sol	bitumineuse, cassante, gris(e), Dalle de sol de couleur gris clair	EP

1.2. Investigation(s) approfondie(s) devant être réalisée(s) par le donneur d'ordre

Volumes, ouvrages, matériaux ou produits restant à investiguer	Motifs	Investigations approfondies à réaliser par le donneur d'ordre
SOUS-SOL / Conduits de ventilation	Non démontable	Mettre en place un échaffaudage
RDC / Conduits de Ventilation	Grilles Non démontable	/
RDC / Eléments extérieur / Coffrage	Non démontable	/
RDC / Eléments extérieur / Soubassement des parois vitrés / Mur extérieur	Altération de la fonction première	/

1.3. Moyens d'accès à mettre en place par le donneur d'ordre

Zones non accessibles	Motifs	Moyens d'accès à mettre en place par le donneur d'ordre
R+1	Accès non sécurisé	Mettre en place un accès sécurisé
R+1 / Combles Perdus	Accès non sécurisé	Mettre en place un accès sécurisé
R+1 / Toiture	Accès non sécurisé	Mettre en place un accès sécurisé
R+1 / Toiture / Panneaux en fibrociment	Fermé : aucun moyen d'accéder à ce local lors de notre mission.	Mettre en place un accès sécurisé
R+1 / Toiture / Panneaux en fibrociment / Traverse et jambage des fenêtres R+1	Fermé : aucun moyen d'accéder à ce local lors de notre mission.	Mettre en place un accès sécurisé

1.4. Obligation d'information

Dans tous les cas, et sans préjudice des autres dispositions réglementaires applicables, il est nécessaire d'avertir de la présence d'amiante toute personne pouvant intervenir sur ou à proximité des matériaux et produits concernés ou de ceux les recouvrant ou les protégeant.

1.5. Recommandations réglementaires pour les produits et matériaux de la liste B

Il est recommandé au propriétaire de faire procéder à :

Pour les produits et matériaux ayant obtenu la recommandation *évaluation périodique (EP)* :

Le(s) matériau(x) ou produit(s) concerné(s) contenant de l'amiante et l'étendue des dégradations qu'il(s) présente(nt) et l'évaluation du risque de dégradation ne conduisent pas à conclure à la nécessité d'une action de protection immédiate sur le(s) matériau(x) ou produit(s). Cette évaluation périodique consiste à :

- a) contrôler périodiquement que l'état de dégradation des matériaux et produits concernés ne s'aggrave pas, et, le(s) cas échéant, que leur protection demeure en bon état de conservation ;
- b) rechercher, le(s) cas échéant, les causes de dégradation et prendre les mesures appropriées pour les supprimer.

Obligation en cas de travaux de retrait ou de confinement et avant toute restitution des locaux traités :

Obligation du propriétaire de faire réaliser un examen visuel de l'état des surfaces traitées par un opérateur de repérage répondant aux conditions de l'article L. 271-6 du Code de la Construction et de l'Habitation.

Il fait également procéder à une mesure du niveau d'empoussièrement dans l'air à l'issue du déconfinement qui doit être inférieur ou égal à cinq fibres par litre.

1.6. Eléments d'information

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérogènes avérées pour l'homme. L'inhalation de fibres d'amiante est à l'origine de cancers (mésothéliomes, cancers broncho-pulmonaires) et d'autres pathologies non cancéreuses (épanchements pleuraux, plaques pleurales).

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à l'amiante. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans l'immeuble. L'information des occupants présents temporairement ou de façon permanente est un préalable essentiel à la prévention du risque d'exposition à l'amiante.

Il convient donc de veiller au maintien du bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante afin de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation.

Il conviendra de limiter autant que possible les interventions sur les matériaux et produits contenant de l'amiante qui ont été repérés et de faire appel aux professionnels qualifiés, notamment dans le cas de retrait ou de confinement de ce type de matériau ou produit.

Enfin, les déchets contenant de l'amiante doivent être éliminés dans des conditions strictes. Renseignez-vous auprès de votre mairie ou de votre préfecture. Pour connaître les centres d'élimination près de chez vous, consultez la base de données « déchets » gérée par l'ADEME, directement accessible sur le site internet www.sinoe.org.

Remarque(s) complémentaire(s):

Le repérage étant non destructif , les produits et matériaux non visibles , ne sont pas concernés par ce rapport.

2. INFORMATIONS GENERALES

2.1. Immeuble bâti objet de la mission

Adresse: VILLA D'HABITATION 1
1 IMPASSE DE LA FORÊT
57 METZ

Bâtiment	Fonction principale	Classement	Date du permis de construire ou année de construction	Année de réhabilitation ou description des modifications :
VILLA D'HABITATION 1	maison individuelle	Habitation non IGH	1970	NON COMMUNIQUE

Le repérage porte exclusivement sur les parties de bâtiments et les locaux dont la liste est détaillée en annexe
Parties d'immeubles bâti visitées

2.2. Intervenants

Partie prenante	Société	Adresse	Coordonnées
Commanditaire du repérage	CENTRE HOSPITALIER DE JURY Alain DEMANGE	BP 75088 57038 METZ CEDEX	06.74.95.99.39 alain.demange@ch-lorquin.fr
Propriétaire	CENTRE HOSPITALIER DE JURY CENTRE HOSPITALIER DE JURY	1 IMPASSE DE LA FÔRET 57351 JURY LES METZ	06.74.95.99.39 alain.demange@ch-lorquin.fr
Accompagnateur	CENTRE HOSPITALIER DE JURY Alain DEMANGE	1 IMPASSE DE LA FÔRET 57351 JURY LES METZ	06.74.95.99.39 alain.demange@ch-lorquin.fr

2.3. Opérateur(s) de repérage

Société	Nom	Organisme de certification	N° de certification*	Date d'obtention de la certification	Date de validité de la certification
BUREAU VERITAS	FEREIDOUN ENTEZAM	BUREAU VERITAS CERTIFICATION	N°8020164	14/03/2017	20/05/2018

2.4. Laboratoire(s)

Société	N° d'accréditation Cofrac	Adresse	Coordonnées
Eurofins LEM	1- 1751	20, rue du KochersbergCS 50047 67701 SAVERNE CEDEX 1France	+33 3 88 02 14 35

3. DESCRIPTION DE LA MISSION DE REPERAGE

Ce rapport est établi dans le cadre du repérage des matériaux et produits des listes A et B de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique, en vue de la vente de tout ou partie de l'immeuble bâti.

3.1. Textes réglementaires

Code de la santé publique : articles L1334-13, R1334-15, R1334-16, R1334-20, R1334-21, R1334-23, R1334-24 et R1334-29-7, annexe 13-9 du Code de la Santé Publique

Arrêté du 12 décembre 2012 modifié relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage.

Arrêté du 12 décembre 2012 modifié relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et du risque de dégradation lié à l'environnement ainsi que le contenu du rapport de repérage.

Arrêté du 1^{er} juin 2015 relatif aux modalités de transmission au préfet des rapports de repérage des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante.

Norme NF X 46-020 du 5 août 2017 : Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis.

3.2. Programme de repérage

Dans le cadre de notre mission, le programme de repérage est le suivant :

Matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique

Composant à sonder ou à vérifier
Flocages
Calorifugeages
Faux plafonds

Matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique

Composant de la construction	Partie du composant à vérifier ou à sonder
1. Parois verticales intérieures	
Murs et cloisons « en dur » et poteaux (périphériques et intérieurs).	Enduits projetés, revêtements durs (plaques menuiseries, amiant-ciment) et entourages de poteaux (carton, amiant-ciment, matériau sandwich, carton + plâtre), coffrage perdu.
Cloisons (légères et préfabriquées), gaines et coffres.	Enduits projetés, panneaux de cloisons.
2. Planchers et plafonds	
Plafonds, poutres et charpentes, gaines et coffres.	Enduits projetés, panneaux collés ou visés.
Planchers.	Dalles de sol.
3. Conduits, canalisations et équipements intérieurs	
Conduites de fluides (air, eau, autres fluides ...).	Conduits, enveloppes de calorifuges.
Clapets / volets coupe-feu.	Clapets, volets, rebouchage.
Portes coupe-feu.	Joints (tresse, bandes).
Vide-ordures.	Conduits.
4. Éléments extérieurs	
Toitures.	Plaques, ardoises, accessoires de couverture (composites, fibres-ciment), bardeaux bitumineux.

Composant de la construction	Partie du composant à vérifier ou à sonder
Bardages et façades légères.	Plaques, ardoises, panneaux (composites, fibre-ciment).
Conduits en toiture et façades.	Conduits en amiante-ciment : eaux pluviales, eaux usées, conduits de fumée.

3.3. Méthodologie de la mission

Lors de la première phase, l'opérateur de repérage recherche les matériaux et produits des listes A et B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique accessibles sans investigation approfondie destructive.

A cette fin, il examine de façon exhaustive toutes les différentes parties de l'immeuble bâti. Il détermine les zones présentant des similitudes d'ouvrage et les zones homogènes.

Les zones présentant des similitudes d'ouvrage permettent d'optimiser les investigations à conduire en réduisant le nombre de prélèvements pour analyse.

Lorsque, dans des cas très exceptionnels qui doivent être justifiés par l'opérateur, certaines parties de l'immeuble bâti ne sont pas accessibles, l'opérateur de repérage le précise et en mentionne les motifs.

Lors de la deuxième phase, en prenant en compte les zones présentant des similitudes d'ouvrage, l'opérateur de repérage identifie et localise parmi les matériaux et produits des listes A et B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique ceux qui contiennent de l'amiante.

A cette fin, il conclut quant à la présence d'amiante dans ces matériaux et produits, pour chacun des matériaux et produits repérés à l'issue de la première phase, en fonction des informations et des moyens dont il dispose et de sa connaissance des matériaux et produits utilisés.

En cas de doute, il détermine les matériaux et produits dont il convient de prélever et d'analyser un ou des échantillons pour pouvoir conclure quant à la présence d'amiante. Les prélèvements sont effectués sur toute l'épaisseur pour les matériaux et produits de la liste A, et sur la première couche accessible pour les produits et matériaux de la liste B. L'opérateur de repérage veille à la traçabilité des échantillons prélevés. Il transmet au laboratoire d'analyse une fiche d'accompagnement.

Conformément aux dispositions de l'article R. 1334-24 du Code de la Santé Publique, les analyses des échantillons de ces matériaux et produits sont réalisées par un organisme accrédité.

L'opérateur conclut définitivement à l'absence ou à la présence d'amiante pour chaque matériau ou produit repéré.

Pour les matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique : l'opérateur de repérage précise le critère (matériau ou produit qui par nature ne contient pas d'amiante, marquage du matériau, document consulté, résultat d'analyse de matériau ou produit) qui lui a permis de conclure quant à la présence ou à l'absence d'amiante.

Pour les matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique : l'opérateur de repérage précise le critère (matériau ou produit qui par nature ne contient pas d'amiante, marquage du matériau, document consulté, résultat d'analyse de matériau ou produit) qui lui a permis de conclure quant à la présence ou l'absence d'amiante.

Pour chacun des matériaux et produits repérés, en fonction de sa connaissance des matériaux et produits utilisés, il atteste, le cas échéant, de la présence d'amiante. Dans ce cas, il précise dans sa conclusion que le critère qui lui a permis de conclure est son jugement personnel.

Lors de la troisième phase, l'opérateur de repérage évalue par zone homogène l'état de conservation des matériaux ou produits des listes A et B de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique contenant de l'amiante :

liste A : en application des critères des grilles d'évaluations définies en annexes de l'arrêté du 12 décembre 2012 modifié,

liste B : selon les critères de la grille d'évaluation définis en annexe de l'arrêté liste B du 12 décembre 2012 modifié.

3.4. Limites de la mission

Le présent repérage ne peut être utilisé que dans les limites de la présente mission.

Il n'est en aucun cas assimilable à un repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante :

avant travaux, et n'est pas adapté ni suffisant à l'évaluation du risque amiante en cas de travaux selon l'article R. 4412-97 du Code du Travail,

avant démolition, tel que défini par les articles R.1334-19 et R.1334-22 du Code de la Santé Publique, et n'est pas adapté ni suffisant à l'évaluation du risque amiante en cas de démolition.

La recherche des matériaux pouvant contenir de l'amiante (MPCA) des listes A et B de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique est réalisée sur les matériaux accessibles sans sondage destructif, avec prélèvements d'échantillons selon une méthode d'échantillonnage respectant en cela les prescriptions de la norme NF X 46-020 et des arrêtés du 12 décembre 2012 modifiés relatifs aux listes A et B.

Cette recherche ne peut cependant être exhaustive compte tenu de la multitude de formes que peut prendre l'amiante et le caractère aléatoire et sporadique de son ajout aux matériaux du bâtiment. Certains MPCA des listes A et B de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique peuvent donc ne pas être mis en évidence par la méthode de recherche réglementaire : détermination de zones présentant des similitudes d'ouvrage, fréquence de sondages à l'intérieur de celles-ci conformément à la norme NF X 46-020.

Il n'est ainsi pas exclu que certains MPCA des listes A et B de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique non visibles et inaccessibles sans démontage particulier ou investigation approfondie destructrice puissent être mis en évidence ultérieurement lors d'opérations de travaux, de démolition ou de réhabilitation.

L'ancienneté des matériaux contenant de l'amiante, les diverses agressions qu'ils subissent, peuvent entraîner la dénaturation de ceux-ci et donner lieu à la libération spontanée de fibres d'amiante. Ainsi des fibres peuvent migrer et polluer un matériau non réputé contenir de l'amiante, se trouvant à proximité du matériau amianté. L'intervention ne prend pas en compte dans le présent repérage, cet effet de pollution éventuelle.

Les résultats antérieurs, en matière de repérage d'amiante, communiqués dans le cadre de la présente mission, sont réputés satisfaire aux exigences imposées par les textes réglementaires et normatifs.

4. CONDITIONS DE REALISATION DU REPERAGE

Dates d'intervention : du 05/09/2017 au 05/09/2017

4.1. Documents remis par le donneur d'ordre ou disponibles lors de la visite

Rapports de repérage amiante :

Aucun rapport de repérage antérieur nous a été communiqué ou était disponible lors de la visite.

Autres documents :

Titre	Référence	Type Document
PLAN-Sous Sol/RDC	N°1	Plan

4.2. Conditions de visite

Absence d'informations décrivant les produits, matériaux et protections physiques mises en place
Absence d'éléments d'informations nécessaires à l'accès aux différentes parties de l'immeuble en toute sécurité
Absence de communication des anciens rapports de repérage
Impossibilité d'accéder à certains locaux, parties de locaux, composants ou parties de composant

Remarque(s) complémentaire(s):

Le repérage étant non destructif , les produits et matériaux non visibles , ne sont pas concernés par ce rapport.

5. RESULTATS DETAILLES DU REPERAGE

Abréviations du tableau :

Px = prélèvement pour analyse n°X

Idem Px = produit ou matériau identique que celui ayant fait l'objet du Px (zone présentant une similitude d'ouvrage)

S = sondage en complément de l'inspection visuelle

États de conservation et obligations/recommandations :

1 = *évaluation périodique du matériau ou produit dans les 36 mois*

2 = *mesure d'empoussièrement dans les 3 mois*

3 = *travaux de retrait ou de confinement achevés dans les 36 mois*

EP = *évaluation périodique*

AC1 = *action correctrice de 1^{er} niveau*

AC2 = *action correctrice de second niveau*

EC = *État de conservation*

Localisation	Ouvrage	Matériau ou produit	Description	N° Prél.	Critère de décision	Sondage / Observation	Présence d'amiante	EC
SOUS-SOL / Dégagement	Revêtement de sol	Dalle de sol	bitumineuse, cassante, gris(e), Dalle de sol de couleur gris clair	P1	Résultat d'analyse	/	OUI	EP
SOUS-SOL / Pièce1	Conduit	Enveloppe de calorifuge	métallique, blanc(he)	P3	Résultat d'analyse	/	NON	/
SOUS-SOL / Pièce3	Conduit	Enveloppe de calorifuge	bitumineuse, noir(e)	P4	Résultat d'analyse	/	NON	/
SOUS-SOL / Pièce5	Revêtement de sol	Dalle de sol	cassante, gris(e), Dalle de sol gris cassante	P2	Résultat d'analyse	/	OUI	/
SOUS-SOL / Pièce5	Conduit	Enveloppe de calorifuge	goudronneuse, gris(e)	P5	Résultat d'analyse	/	NON	/
SOUS-SOL / Pièce6	Revêtement de sol	Dalle de sol	bitumineuse, cassante, gris(e), Dalle de sol de couleur gris clair	Idem : P1	Résultat d'analyse	/	OUI	EP

6. ANNEXES

6.1. Parties d'immeuble bâti visitées

La liste ci-dessous présente les parties d'immeuble inspectées dans le cadre de la mission confiée à BUREAU VERITAS. Il appartient au donneur d'ordre ou à son représentant, seule personne à même d'avoir une parfaite connaissance des lieux, de signifier à BUREAU VERITAS toute omission, erreur ou incohérence éventuelle dans l'identification des locaux ou zones figurant à un titre ou à un autre dans le présent rapport.

Localisation	Commentaires
SOUS-SOL / Dégagement	Dalle de sol cassante de couleur gris clair , murs plâtre peinture , plafond plâtre peinture.
SOUS-SOL / Pièce1	Sol plastique clair collé au sol , Murs plâtre peinture , plafond polystyrène collée peinture.
SOUS-SOL / Pièce2	Sol plastique en vert clair collé au sol , Murs plâtre peinture , plafond plâtre peinture.
SOUS-SOL / Pièce3	Sol en béton et ragréage , Murs ciment peinture , plafond en hourdis et poutrelles béton peinture
SOUS-SOL / Pièce4	Sol en terre battue , Murs ciment peinture , plafond en hourdis et poutrelles béton peinture
SOUS-SOL / Pièce5	Dalle de sol cassante de couleur gris clair , murs plâtre peinture , plafond plâtre peinture.
SOUS-SOL / Pièce6	Dalle de sol cassante de couleur gris clair , murs plâtre peinture , plafond plâtre peinture.
SOUS-SOL / Chauffage	Sol béton , Murs ciment Peinture , Plafond poutrelles béton
RDC / Chambre 2	Sol Plastique Bleu collé , Murs Papier peinture , Plafond Plâtre peinture
RDC / W.C.1	Sol carrelage , Murs Papier peinture , Plafond Plâtre peinture
RDC / SDB 1	Sol carrelage , Murs Papier peinture , Plafond Plâtre peinture
RDC / Chambre 3	Sol Plastique Bleu collé , Murs Papier peinture , Plafond Plâtre peinture , les soubassements des parois vitrés sont en verre.
RDC / Chambre 4	Sol Plastique Beige collé , Murs Papier peinture , Plafond Plâtre peinture , les soubassements des parois vitrés sont en verre.
RDC / SDB 2	Sol carrelage , Murs Papier peinture , Plafond Plâtre peinture
RDC / Vestiaire	Sol parquet bois , Murs toile peinture , Plafond Plâtre peinture
RDC / W.C.2	Sol carrelage , Murs Papier peinture , Plafond Plâtre peinture
RDC / Hall	Sol parquet bois , Murs toile peinture , Plafond Plâtre peinture
RDC / Dégagement	Sol Plastique Beige collé , Murs Papier peinture , Plafond Plâtre peinture
RDC / Eléments extérieur / Soubassement des parois vitrés	les soubassements des parois vitrés sont couvert des panneaux de couleur blanc en polyvinylchloride . (PVC) Parties non visitées : Mur extérieur
RDC / Garage	Sol béton , Murs Plâtre peinture , Plafond Faux-Plafond ,Toit tuile , Charpente bois .
RDC / Cuisine	Sol carrelage , Murs Papier peinture , Plafond Plâtre peinture
RDC / Office	Sol Carrelage , Murs papier peinture , Plafond plâtre peinture.
RDC / Séjour	Sol parquet bois , Murs toile peinture , Plafond Plâtre peinture; les soubassements des parois vitrés sont en verre.
RDC / Chambre bureau	Sol Moquette rouge collée , Murs Papier peinture , Plafond Plâtre peinture
RDC / Chambre 1	Sol Plastique Beige collé , Murs Papier peinture , Plafond Plâtre peinture

6.2. Croquis de repérage

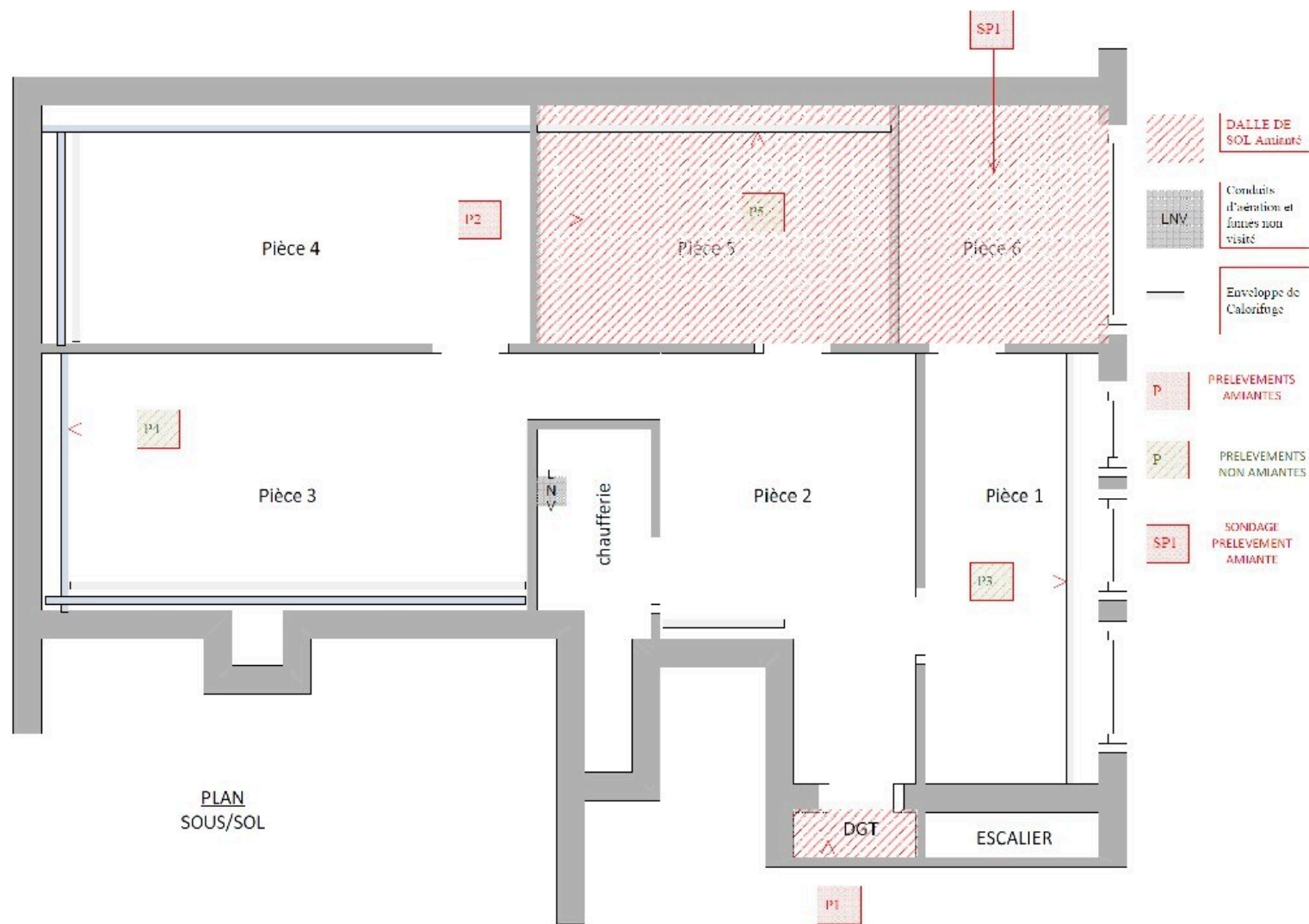


Planche de repérage (la planche de repérage est indissociable du rapport)		
Site : VILLA D'HABITATION 1	Adresse : 1 IMPASSE DE LA FORÊT 57 METZ	Localisation : SOUS-SOL
Réalisé par : Fereidoun ENTEZAM	N° de planche : 1 / 4	



Planche de repérage (la planche de repérage est indissociable du rapport)		
Site : VILLA D'HABITATION 1	Adresse : 1 IMPASSE DE LA FORÊT 57 METZ	Localisation : R+1 > Toiture
Réalisé par : Fereidoun ENTEZAM	N° de planche : 2 / 4	

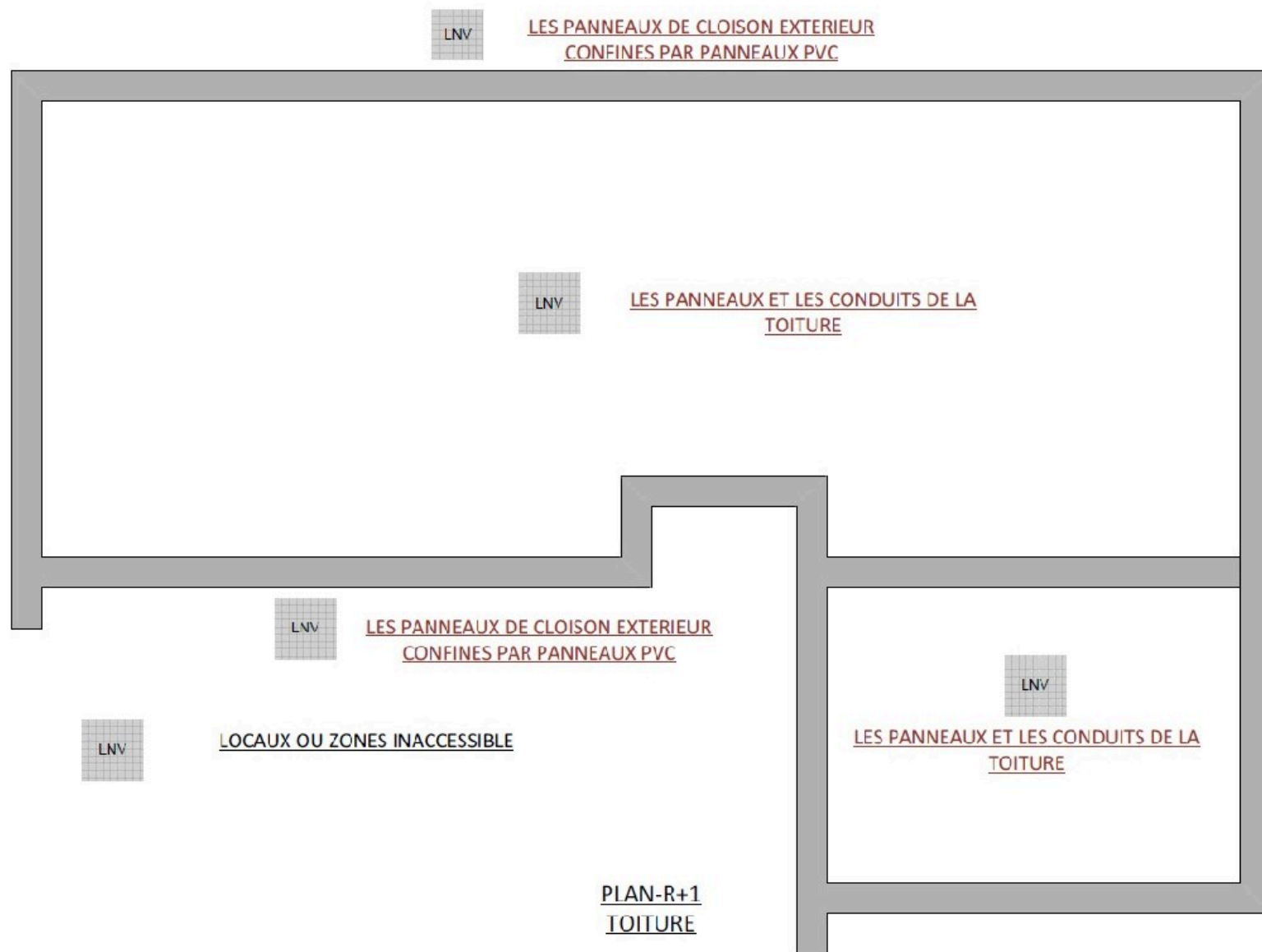


Planche de repérage (la planche de repérage est indissociable du rapport)		
Site : VILLA D'HABITATION 1	Adresse : 1 IMPASSE DE LA FORÊT 57 METZ	Localisation : R+1
Réalisé par : Fereidoun ENTEZAM	N° de planche : 3 / 4	

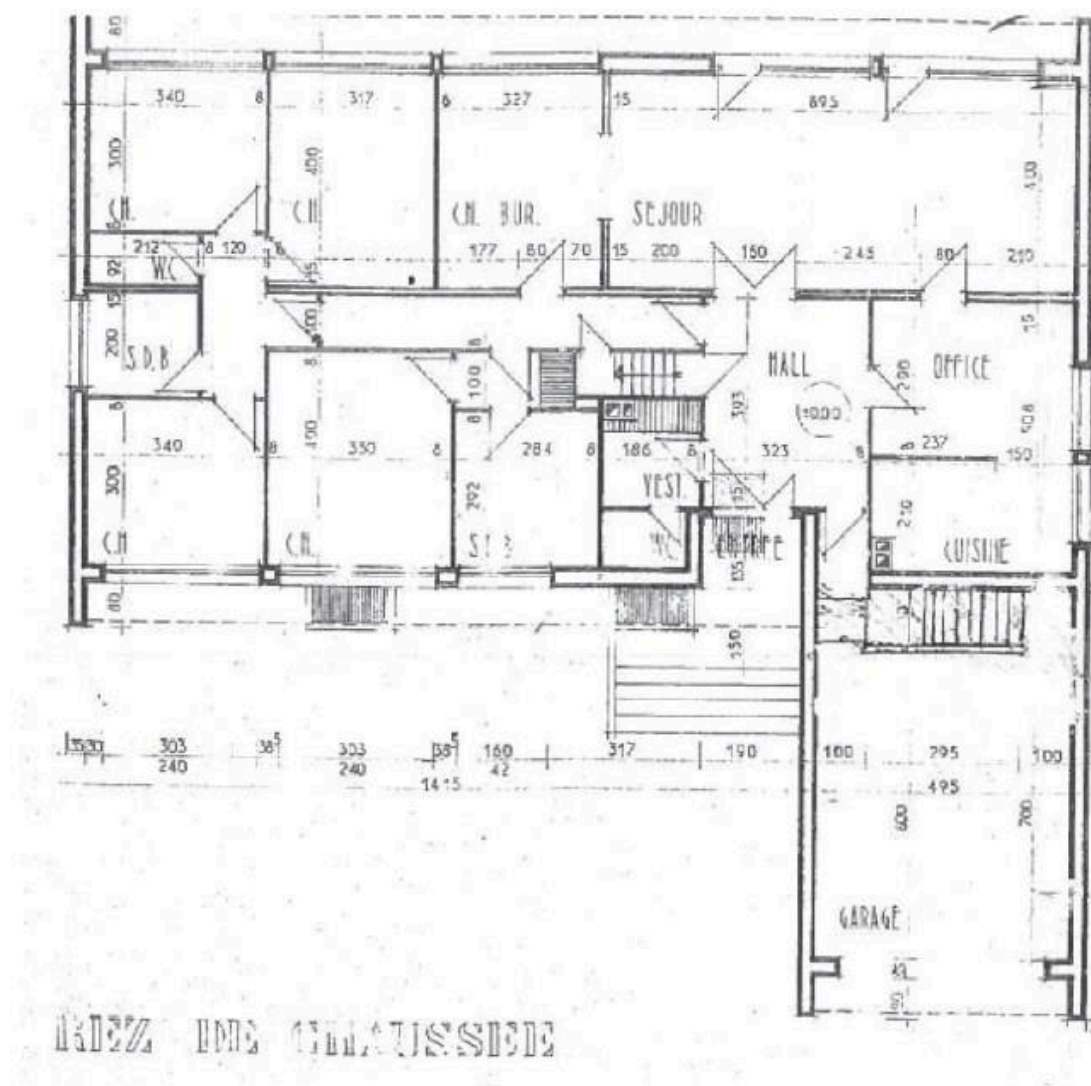


Planche de repérage (la planche de repérage est indissociable du rapport)		
Site : VILLA D'HABITATION 1	Adresse : 1 IMPASSE DE LA FORÊT 57 METZ	Localisation : RDC
Réalisé par : Fereidoun ENTEZAM	N° de planche : 4 / 4	

6.3. Photos



Prélèvement - P1 : SOUS-SOL / Dégagement - Dalle de sol - EP- (Présence d'amiante)



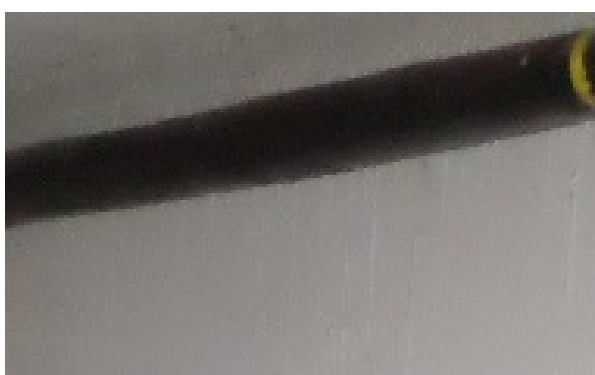
Prélèvement - P2 : SOUS-SOL / Pièce5 - Dalle de sol- (Présence d'amiante)



Prélèvement - P3 : SOUS-SOL / Pièce1 - Enveloppe de calorifuge- (Absence d'amiante)



Prélèvement - P4 : SOUS-SOL / Pièce3 - Enveloppe de calorifuge- (Absence d'amiante)



Prélèvement - P5 : SOUS-SOL / Pièce5 - Enveloppe de calorifuge- (Absence d'amiante)

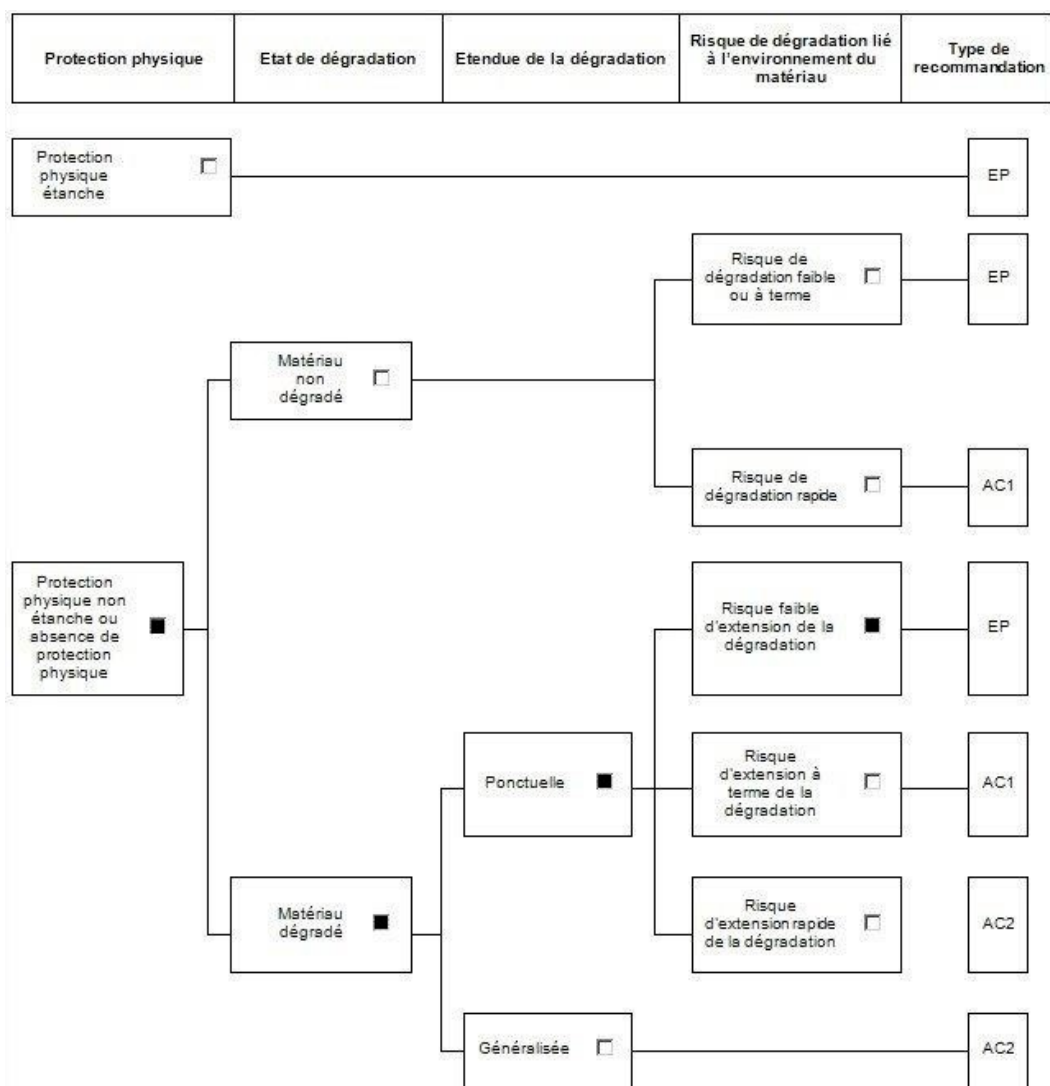


SP - P1 : SOUS-SOL / Pièce6 - Dalle de sol - EP- (Présence d'amiante)

6.4. Grilles d'évaluation de l'état de conservation des matériaux de la liste B

Grille d'évaluation de l'état de conservation de Dalle de sol	
N° de dossier	7075931/S1/1
Date de l'évaluation	05/09/2017
Bâtiment	VILLA D'HABITATION 1
Local ou zone homogène	SOUS-SOL / Dégagement, SOUS-SOL / Pièce6
Destination déclarée du local	Dégagement

Résultat de la grille d'évaluation du Dalle de sol	Conclusion : en fonction des résultats
Score EP	Evaluation périodique



6.5. Attestation d'assurance



ATTESTATION D'ASSURANCE

Nous, soussignés **MSIG Insurance Europe AG**, Succursale en France, sis 65 Rue de la Victoire – 75009 PARIS - certifions par la présente que la Société :

BUREAU VERITAS SERVICES France SAS
66 rue de Villiers
92300 LEVALLOIS-PERRET

a souscrit auprès de notre Compagnie, pour le compte de sa filiale :

Bureau Veritas Exploitation SAS
66 Rue de Villiers
92300 LEVALLOIS-PERRET

un contrat d'assurance de **RESPONSABILITE CIVILE** portant le numéro F210.16.0414.

Ce contrat a pour objet de garantir les conséquences pécuniaires de la **RESPONSABILITE CIVILE** pouvant incomber à l'Assuré en raison des dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers dans le cadre de ses activités de diagnostic amiante tels que :

- Diagnostic réglementaire avant travaux ou démolition
- Assistance technique pour travaux de traitement de l'amiante
- Repérage amiante (intégration au DTA ou DT parties privatives)
- Repérage amiante avant/après travaux ou démolition
- Réalisation ou mise à jour du dossier amiante
- Examen visuel après travaux de désamiantage
- Mesures de la concentration des fibres d'amiante dans l'air des immeubles bâtis
- Prélèvement et analyse d'eau afin de rechercher la présence d'amiante en suspension
- Analyse d'échantillons prélevés par l'Assuré
- Mesures d'exposition à l'amiante des travailleurs à leurs postes de travail
- Vérification périodique de l'état de conservation des matériaux contenant de l'amiante dans les bâtiments
- Diagnostic amiante réglementaire de transaction
- Diagnostic amiante sur équipements industriels
- Diagnostic portant sur la gestion des déchets issus de la démolition de catégories de bâtiments (décret 2011-610 du 31 mars 2011) : concernant cette dernière mission il est précisé que les garanties s'appliquent y compris lorsque la mission porte sur des démolitions ne comportant pas de déchets amiantés

Mais également analyses et/ou prélèvements d'échantillons, missions de recherche d'amiante, conseil en performance énergétique et/ou toutes missions connexes d'assistance technique et/ou de conseil découlant des missions de diagnostics ci-dessus et y compris les estimations financières liées aux propositions de solutions techniques formulées par l'Assuré.

MONTANTS DE GARANTIES

RESPONSABILITE CIVILE EXPLOITATION :

Tous dommages confondus (dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non), **par sinistre** **1 000 000 EUR**

MSIG Insurance Europe AG
Succursale en France
65 Rue de la Victoire
75009 Paris
Tel : +33(0)1 40 67 42 42
Fax : +33(0)1 40 67 12 34

RCS Paris 753143882, APE 6512 Z
Siège social: An den Dominikanern 11-27
50668 Cologne
Allemagne



RESPONSABILITE CIVILE PROFESSIONNELLE PENDANT ET/OU APRES PRESTATION :

Tous dommages confondus (dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non), **par année d'assurance** **1 000 000 EUR**

La présente attestation valable du 01/01/2017 au 31/12/2017 à minuit, est délivrée, sous réserve du paiement de la prime d'assurance, pour servir et valoir ce que de droit et ne peut engager la Compagnie au-delà des clauses, termes et conditions du contrat auxquels elle se réfère.

Paris, le 4 janvier 2017

MSIG Insurance Europe AG
65, rue de la Victoire - 75009 Paris
Tél : 01 40 67 42 42 - Fax : 01 40 67 12 3
RCS Paris 753143882 APE 6512Z

MSIG Insurance Europe AG
Succursale en France
65 Rue de la Victoire
75009 Paris
Tel: +33(0)1 40 67 42 42
Fax: +33(0)1 40 67 12 34

RCS Paris 753143882, APE 6512 Z
Siège social: An den Dominikanern 11-27
50668 Cologne
Allemagne

6.6. Attestation sur l'honneur

Attestation sur l'honneur

Je, soussigné ENTEZAM Fereidoun atteste sur l'honneur être en situation régulière au regard de l'article L 271-6 du Code de la Construction et de l'Habitation.


J'atteste également disposer des moyens en matériel et en personnel nécessaires à l'établissement des constats et diagnostics composant le dossier.

Conformément à l'exigence de l'article R 271-3 du même code, j'atteste n'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à mon impartialité et à mon indépendance, ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à moi, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il m'est demandé d'établir le présent diagnostic.

En complément à cette attestation sur l'honneur, je joins mes états de compétences validés par la certification, ainsi que mon attestation d'assurance.



6.7. Certificat de compétence



BUREAU VERITAS
Certification

Certificat
Attribué à

Monsieur Fereidoun ENTEZAM

Bureau Veritas Certification certifie que les compétences de la personne mentionnée ci-dessus répondent aux exigences des arrêtés relatifs aux critères de certification de compétences ci-dessous pris en application des articles L271-6 et R 271.1 du Code de la Construction et de l'Habitation et relatifs aux critères de compétence des personnes physiques réalisant des dossiers de diagnostics techniques tels que définis à l'article L271-4 du code précité.

DOMAINES TECHNIQUES

	Références des arrêtés	Date de Certification originale	Validité du certificat
Amiante sans mention	Arrêté du 25 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérages, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâties et les critères d'accréditation des organismes de certification	21/05/2013	20/05/2018
DPE sans mention	Arrêté du 18 octobre 2008 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique, et les critères d'accréditation des organismes de certification	21/05/2013	20/05/2018
Electricité	Arrêté du 8 juillet 2008 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification	28/05/2013	27/05/2018
Gaz	Arrêté du 6 avril 2007 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification	28/05/2013	18/03/2018
Plomb sans mention	Arrêté du 21 novembre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb, des diagnostics du risque d'intoxication par le plomb des peintures ou des contrôles après travaux en présence de plomb, et les critères d'accréditation des organismes de certification	18/04/2013	06/04/2018

BUREAU VERITAS
Certification



Certificat
Attribué à

Monsieur Fereidoun ENTEZAM

Bureau Veritas Certification certifie que les compétences de la personne mentionnée ci-dessus répondent aux exigences des arrêtés relatifs aux critères de certification de compétences ci-dessous pris en application des articles L271-6 et R 271.1 du Code de la Construction et de l'Habitation et relatifs aux critères de compétence des personnes physiques réalisant des dossiers de diagnostics techniques tels que définis à l'article L271-4 du code précité.

DOMAINES TECHNIQUES

	Références des arrêtés	Date de Certification originale	Validité du certificat*
Amiante avec mention	Arrêté du 25 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérages, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification	19/05/2017	20/05/2018

Date : 19/05/2017

Numéro de certificat : 8026704

Jacques MATILLON - Directeur Général

* Sous réserve du respect des dispositions contractuelles et des résultats positifs des surveillances réalisées, ce certificat est valable jusqu'à : voir ci-dessus.

Des informations supplémentaires concernant le périmètre de ce certificat ainsi que l'applicabilité des exigences du référentiel peuvent être obtenues en consultant l'organisme.

Pour vérifier la validité de ce certificat, vous pouvez aller sur : www.bureauveritas.fr/certification-diag

Adresse de l'organisme certificateur : Bureau Veritas Certification France
60, avenue du Général de Gaulle - Immeuble Le Guillaumet - 92046 Paris La Défense



cofrac



6.8. Rapports d'essais de laboratoire

BUREAU VERITAS EXPLOITATION SAS
Monsieur Fereidoun ENTEZAM
 16 bd Winston Churchill
 BP 76625
 21066 DIJON CEDEX

RAPPORT D'ANALYSE D'AMIANTE DANS LES MATERIAUX

N° de rapport d'analyse : AR-17-LE-111529-01
 Dossier N° : 17A035328
 Référence Dossier :
 1510797887/7075931/S1/1/1_7075931/1/2

Version du : 28/09/2017 19:33
 Date de réception : 12/09/2017

Page 1/2
 Date d'analyse : 26/09/2017

N° éch.	Référence client	Description visuelle de la couche	Technique utilisée	Préparation		Résultats
				Nb	Type	
001	BV3AG6142 Réf. plan : FE1 SOUS-SOL/ Dégagement - Dalle de sol - (bitumineuse-cassante /gris(e)/Dalle de sol de couleur gris clair)	Matériau semi-dur de type dalle de sol (gris)	MET *	1	Calcination - attaque acide - broyage mécanique (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante de type chrysotile
002	BV3AG6143 Réf. plan : FE2 SOUS-SOL/ Pièce5/Revêtement de sol - Dalle de sol - (cassante/gris(e))	Matériau semi-dur de type dalle de sol (gris)	MET *	1	Calcination - attaque acide - broyage mécanique (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante de type chrysotile
		Matériau de type colle bitumineux (noir) ; matériau semi-dur de type ragréage (gris)	MOLP *	2	-	Fibres d'amiante de type chrysotile
003	BV3AG6144 Réf. plan : FE3 SOUS-SOL/ Pièce1/Conduit - Enveloppe de calorifuge - (métallique/blanc(he)/ Enveloppe de calorifuge et isolant jaune)	Matériau de type aluminium ; matériau souple fibreux de type papier, carton (marron) ; matériau fibreux de type isolant (jaune)	MET *	1	Calcination - attaque acide - broyage mécanique (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées

Tous les éléments de traçabilité sont disponibles sur demande. La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 2 page(s). Le présent rapport ne concerne que les objets soumis à l'essai. Seules certaines prestations rapportées dans ce document sont couvertes par l'accréditation. Elles sont identifiées par le symbole *.

Eurofins Analyses pour le Bâtiment Est SAS

20, rue du Kochersberg
 67700 Saverne, FRANCE

Tél: +33 3 88 91 19 11 - Fax: +33 3 88 91 65 31 - Site Web: www.eurofins.fr/hdb

S.A.S. au capital de 1 530 320 € RCS Saverne SIRET 489 017 897 00013 TVA FR95 489 017 897 APE 7120B

ACCREDITATION
 N° 1- 1751
 Portée disponible sur
www.cofrac.fr



RAPPORT D'ANALYSE D'AMIANTE DANS LES MATERIAUX

N° de rapport d'analyse : AR-17-LE-111529-01

Version du : 28/09/2017 19:33

Page 2/2

Dossier N° : 17A035328

Date de réception : 12/09/2017

Date d'analyse : 26/09/2017

Référence Dossier :

1510797887/7075931/S1/1/1_7075931/1/2

N° éch.	Référence client	Description visuelle de la couche	Technique utilisée	Préparation		Résultats
				Nb	Type	
004	BV3AG6145 Réf. plan : FE4 SOUS-SOL/ Pièce3/Conduit - Enveloppe de calorifuge - (bitumineuse/noir(e)/Enveloppe de calorifuge bitumineux et cartonné marron)	Matériau fibreux de type isolant (beige) ; matériau souple fibreux de type papier, carton (marron) ; ; matériau (bitumineux) (noir)	MET *	1	Calcination - attaque acide - broyage mécanique (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
005	BV3AG6146 Réf. plan : FE5 SOUS-SOL/ Pièce5/Conduit - Enveloppe de calorifuge - (goudronneuse/gris(e))	Matériau fibreux de type isolant (beige) ; matériau (bitumineux) (noir)	MET *	1	Calcination - attaque acide - broyage mécanique (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées

Méthodes d'analyses employées pour la recherche qualitative des fibres d'amiante dans les matériaux :Microscopie Optique à Lumière Polarisée (**MOLP**) réalisée selon la norme **HSG 248 - Appendice 2**Microscopie Electronique à Transmission (**MET**) réalisée selon les parties pertinentes de la norme **NFX 43-050**

NB 1 : Sauf information contraire sur ce rapport, le laboratoire effectue une analyse couche par couche de l'échantillon transmis par le demandeur. Des composants décrits simultanément dans une même couche n'ont pas pu faire l'objet de prises d'essai séparées pour l'analyse.

NB 2 : Le laboratoire a validé sa limite de détection. Il garantit de donner un résultat positif pour les fibres recherchées si leur teneur dans l'échantillon est supérieure ou égale à 0.1% en masse.

Véronique Motsch
Chef de Service

Tous les éléments de traçabilité sont disponibles sur demande. La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 2 page(s). Le présent rapport ne concerne que les objets soumis à l'essai. Seules certaines prestations rapportées dans ce document sont couvertes par l'accréditation. Elles sont identifiées par le symbole *.

Eurofins Analyses pour le Bâtiment Est SAS

20, rue du Kochersberg
67700 Saverne, FRANCE

Tél: +33 3 88 91 19 11 - Fax: +33 3 88 91 65 31 - Site Web: www.eurofins.fr/hdb

S.A.S. au capital de 1 530 320 € RCS Saverne SIRET 489 017 897 00013 TVA FR95 489 017 897 APE 7120B

ACCREDITATION
N° 1- 1751
Portée disponible sur
www.cofrac.fr